



## CONOTRON NUMERO HUIT : LE TRAVAIL

### Le travail, c'est la santé

*"Ne rien faire c'est la conserver"*

*Henri Salvador*

Pour ce numéro d'été voici quelques considérations sur un sujet particulièrement vaste dont tout un chacun possède une expérience vécue: le travail.

L'activité à laquelle vous consacrez plus de la moitié de votre temps de vie éveillée, celle qui vous donne une identité sociale, qui constitue un modèle d'organisation pour n'importe quelle entreprise, l'activité que plus d'un quart des Français (Étude de Christian Baudelot & Michel Gollac "Travailler pour être heureux ? Le bonheur et le travail en France" 2003, réalisée sur un échantillon de 6 000 personnes, de 1996 à 1999) désigne comme étant la condition à leur bonheur: réfléchir à la notion de travail a paru indispensable à l'Observatoire de la Connerie Inhumaine.

Le Conotron s'inscrit en faux contre l'opinion qui prédisait la fin du travail. Parce qu'elle est objectivement infondée (les machines sont plus que jamais là mais pour mieux asservir l'humain) et qu'elle est devenue politiquement incorrecte, dès lors qu'elle a été récupérée par une fraction de la classe dirigeante politique et économique pour accréditer l'idée que le chômage n'était pas si grave (putain, Raffarin! 3 millions...) puisque les chômeurs pouvaient bénéficier d'autres formes d'insertion sociale que le travail.

Mais il est clair cependant que sous l'action d'un turbo-capitalisme presse-citron (cf les sordides pratiques de harcèlement moral), le travail dans ses modèles traditionnels a subi un lent mouvement de déconstruction. Notamment par le laminage systématique et voulu par le patronat (putain, Seillère! ta rénovation sociale, quel champ de ruines...) d'un syndicalisme de combat, contestataire des vrais problèmes et revendicatifs sur les enjeux de société.

Par exemple, les retraites et tous les systèmes assurantiels collectifs. Qui ne font que re-poser l'éternel débat du partage de la valeur ajoutée entre capital et travail.

Xavier RUGIENS

## Onc' Bernard : "Nous avons basculé dans une économie de rentiers"

**Le Conotron:** Vous êtes économiste, universitaire reconnu, mais vous ne cessez de dire et d'écrire que la science économique n'existe pas ?

**Onc' Bernard:** Je refuse à l'économie le statut de science positive qu'ont la chimie, la physique ou la biologie. Il n'y a pas de lois en économie. Il n'y a pas de possibilité de prévoir, sauf sur les grands nombres, comme le font, par exemple, les compagnies d'assurances. On peut, par exemple, pronostiquer à peu près le nombre de morts l'an prochain sur les routes françaises. Ce que racontent les économistes, c'est en gros une théologie ou, si on est plus gentil, une idéologie. Il y a un côté religieux dans l'économie, un côté fataliste dans l'économie, un côté destin, un côté Saint-Esprit

Il y a plusieurs catégories d'économistes. D'abord, ceux que j'appellerai les savants, les universitaires, au statut très particulier. Ils sont en effet chargés de former des gens. Ils sont dans leur tour d'ivoire. Ils usent d'un jargon incompréhensible, ils utilisent beaucoup de mathématiques. En quelque sorte, ils se font plaisir. En dessous, il y a une autre catégorie qui ignore complètement la vraie économie, ce qui n'est pas le cas de la première. C'est celle des "experts". Ceux qui vous racontent ce qui va se passer en Bourse ou sur un marché, ceux qui font des prévisions. Les deux catégories sont assez déconnectées, assez peu de membres de la première allant à la rencontre de la seconde.

**Le Conotron:** Mais si l'économie n'est pas une science, si les prétendus experts ne savent pas de quoi ils parlent, tous les arguments invoqués pour justifier les politiques économiques en cours ne reposent sur rien. Respect des grands équilibres, refus du déficit budgétaire, désinflation compétitive, tout cela ne serait que du vent ?

**Onc' Bernard:** Cela n'a pas de fondement théorique. On ne peut pas dire que le commerce accroît la richesse. Ce genre de loi, qui est admise par tout le monde, qui est considérée comme valable en tout temps et en tout lieu, n'est pas vraie. On ne peut pas dire qu'il y a une loi de l'offre et de la demande, que le marché est efficace, ou qu'augmenter les taux d'intérêt diminue la masse monétaire. Ou bien encore que l'offre et la demande conduisent à l'équilibre. C'est faux. Ou enfin que la spéculation serait bonne parce qu'elle conduirait à l'équilibre. C'est également faux. Il n'y a pas de grandes lois de ce genre.

**Le Conotron:** Et la main invisible?

**Onc' Bernard:** Comme l'a dit un économiste qui a eu le prix Nobel, elle tâtonne, elle s'engoue, elle ne sait pas ce qu'elle fait. Cette histoire de main invisible, qui est au cœur du libéralisme, selon laquelle tout irait mieux si on laissait faire, n'a pas de sens.

**Le Conotron:** Et que dire du théorème selon lequel les sacrifices d'aujourd'hui seraient les profits de demain et les emplois d'après demain?

**Onc' Bernard:** C'est idiot, c'est comique... sauf pour ceux qui sont au chômage! N'importe quel économiste sait que le chômage d'aujourd'hui crée les profits d'aujourd'hui, parce qu'il y a pression sur les salaires! L'économie n'est pas la science du marché, c'est la science du partage. C'est regarder le gâteau et voir qui en a un morceau et qui n'en a pas. Les économistes ont beaucoup réfléchi à toutes ces questions: le marché est-il efficace? Y a-t-il une loi de l'offre et de la demande? Y a-t-il équilibre? Ils ont répondu non. On le sait depuis vingt ans

**Le Conotron:** Mais alors, pourquoi nous rabâche-t-on le contraire dans les journaux, à la radio et à la télévision ?

**Onc' Bernard:** C'est en effet une litanie. C'est justement ce que j'appelais le côté théologique et religieux de l'économie. On veut vous convaincre que le marché c'est le paradis terrestre. Avant on vous disait: "Souffre maintenant et tu gagneras la vie éternelle." Aujourd'hui, on vous dit: "Souffre et tu gagneras le paradis économique." En outre, tous ceux qui disent cela connaissent mal l'économie financière, très complexe. Ils avancent des idées très générales, du niveau du café du commerce. Enoncer que "la pression sur les salaires fait que les entreprises sont plus compétitives", que "les salaires doivent être flexibles afin que les gens ne soient pas paresseux", ce n'est pas de l'économie. C'est de la morale. Et la plus épaisse et la plus réactionnaire qui soit! C'est le retour à l'esprit victorien. Dire que le RMIste est responsable de son sort, que le chômeur l'est par sa faute et que si on lui donne de l'argent il ne va pas chercher du travail, ce n'est pas de l'économie. C'est la morale la plus vieille, la plus éculée, la plus moche qui existe! C'est dire "malheur aux vaincus" et mépriser les gens qui ont chuté pour une raison ou pour une autre. C'est la doctrine qu'on entend depuis trente ans mais c'est une vieille histoire. Elle nous renvoie au XIXe siècle.

**Le Conotron:** Les religions exploitent également la peur: de la mort, de l'enfer, du péché...

**Onc' Bernard:** L'économie telle qu'elle est expliquée à la radio est fondée sur la peur. Elle vise à terroriser les gens. Par le discours d'expert: "Tu n'y comprends rien, laisse-moi agir, moi qui comprends." Par la terreur directe: "Tu n'es pas flexible, tu n'auras pas de travail!" Regardez l'histoire des retraites. On planifie la panique. Les assurances privées en ont assez de voir que l'argent de la Sécurité sociale et des caisses publiques leur passe sous le nez. C'est humain. 2 400 milliards de francs leur passent sous le nez! Elles ont envie d'y mettre les mains. Alors elles vous racontent que la Sécurité sociale est inefficace, que vous n'aurez pas de retraite.

**Le Conotron:** Et ce n'est pas vrai?

**Onc' Bernard:** Evidemment! c'est complètement faux! On peut très bien continuer à payer les retraites par répartition. Les fonds de pension ne sont qu'une tartuferie pour permettre au loup d'entrer dans la bergerie, autrement dit pour permettre aux assureurs de rentrer dans la Sécurité sociale.

**Le Conotron:** Et l'actionnariat salarial?

**Onc' Bernard:** C'est rouler les salariés dans la farine. On se moque d'eux. M. Messier, PDG de Vivendi, va donner quatre actions à ses salariés et en prendre deux mille! Et même si ceux-ci gagnent un peu d'argent une année, rien n'indique qu'il en sera de même l'année suivante. Ça n'est pas un salaire garanti.

**Le Conotron:** Ce retour au XIXe siècle, ce retour du libéralisme comme théorie dominante doit bien profiter à certains?

**Onc' Bernard:** À partir du moment où on décide que l'inflation doit être combattue, que le chômage doit servir de stabilisateur à l'économie, celle-ci bascule en économie de rentiers. Le rentier devient le personnage important. Il a les fonds, il n'est pas actif, il ne prend pas de risques et il les transfère à d'autres. En partie à l'entrepreneur qui, lui, les transfère aux salariés, Il y a trois personnages. Le rentier, M. Schweitzer (PDG de Renault), et ensuite le salarié. "Je veux 15% de rendement dit le premier au deuxième. Je vais me débrouiller répond celui-ci. Et il taille, il coupe, en se servant au passage. Dans ce système, la Bourse devient très importante. En même temps on essaye de faire croire que le salarié va disparaître et qu'il va se produire une espèce de fusion entre employeurs et salariés par le biais des stock-options et de l'actionariat salarial.

**Le Conotron:** Mais la Bourse, qui vole de record en record, ne finira-t-elle pas par s'effondrer?

**Onc' Bernard:** J'en suis certain.

**Le Conotron:** Mais vous avez dit qu'on ne peut pas prévoir!

**Onc' Bernard:** J'en suis certain. On a une machine qui est folle, il faudra bien qu'un jour elle s'arrête.

**Le Conotron:** Un cataclysme du genre de celui qui s'est produit en 1929 vous semble-t-il possible?

**Onc' Bernard:** Je ne peux pas vous dire quand, mais c'est tout à fait probable.

**Le Conotron:** Que peut-on faire?

**Onc' Bernard:** D'une manière générale, l'économie doit être soumise. Il faut, par exemple, un secteur public très fort, très préservé, très protégé.

**Le Conotron:** Cela ne suppose-t-il pas que l'État joue un rôle?

**Onc' Bernard:** Oui. L'État a un rôle à jouer. Très fort. Il prend la moitié des revenus. À peu près 50% du produit national passe par ses caisses et en ressort. Il faut redéfinir cette redistribution. L'État n'est pas là pour financer les entreprises, pour faire toujours tout pour elles: leur distribuer des subventions, etc. Il est là pour aplanir les inégalités, faire en sorte que l'impôt soit juste. Il doit contrôler l'argent. C'est le nerf de l'économie! Alors qu'on avait mis près de cent cinquante ans à contrôler la Banque de France, créée en 1800 et nationalisée à la Libération, on a ouvert la boîte de Pandore en acceptant la Banque centrale européenne qui va dans le sens de l'économie rentière. Du coup, l'État n'a plus le droit de financer le déficit budgétaire par la création monétaire. Il ne faut pas laisser M. Trichet dire "Oh! lala! il va y avoir de l'inflation" et augmenter le taux d'intérêt, donc le taux de profit.

**Le Conotron:** Est-ce possible?

**Onc' Bernard:** Ma réponse est oui. La France peut-elle le faire seule? Oui. On nous dit toujours que ce n'est pas possible, qu'il y a l'Europe, le monde, la galaxie... Ce n'est qu'une question de choix politiques et de courage.

Agrégé et docteur en économie, Bernard Maris est professeur à l' Université de Paris VIII après avoir enseigné, entre autres, aux Etats-Unis. Il tient toutes les semaines la rubrique économique de Charlie Hebdo. Il est l' auteur notamment de: "Ah, Dieu, que la guerre économique est jolie". avec Philippe Labarde (Albin Michel).

"Lettre ouverte aux gourous de l' économie qui nous prennent pour des imbéciles" (Albin Michel)

## L'assurance n'appartient plus au travail



Accroissement du chômage et diminution des primes, privatisation de la sécurité sociale, fin de la couverture maladie universelle, déclin du régime de retraites par répartition... La "société assurantielle" selon les termes de François Ewald, appelée aussi "société du risque" par Ulrich Beck, ne fonctionne plus comme avant. Le travail était au cœur de l'institution de l'assurance et de sa généralisation à travers la Sécurité Sociale ou l'indemnisation chômage.

Aujourd'hui ces institutions se font toutes reprendre par le capital les unes après les autres. C'est ce que signifie (aussi) le transfert de la couverture du risque d'un régime par répartition à un régime de capitalisation. En jouant sur la peur face aux risques (tout problème peut être mis en statistiques par un actuinaire et transformé en paiement d'une prime par votre compagnie préférée) les libéraux gèrent le risque comme une source de revenus à part entière. Plus que jamais le risque est un business. Mais la catastrophe (sauf à être totale, c'était ce que signifiait la catastrophe nucléaire...) se révèle être, elle aussi, une belle source de business. Notamment la reconstruction d'infrastructures matérielles. Ou l'indemnisation des victimes. Et la gestion de leurs fortunes toutes neuves.

La vraie catastrophe future viendra d'un vrai problème de santé publique et/ou des modifications climatiques consécutives à nos modes de vie consuméristes irresponsables. Elle est certaine. Bien que personne ne sache encore aujourd'hui quelle forme elle prendra.

"L'heuristique de la peur" dont parle Hans Jonas dans son petit livre sur le "Principe responsabilité" ne fonctionne pas: l'homme n'apprend rien de sa peur. Il utilise la peur chez l'autre pour mieux le soumettre. Et non pas pour trouver une quelconque issue aux apories du système économique de prédation et de destruction qu'il a créé.

## Partage de la valeur ajoutée: mortel combat!



PANCHO

Le produit intérieur brut mesure la quantité de richesses produites chaque année par une économie. Bien sûr, cette richesse s'accroît chaque année: c'est le taux de croissance. Mais toute création supplémentaire de richesse nécessite un partage. Pourquoi cette nouvelle richesse n'irait sur le compte courant que d'un seul des acteurs: le détenteur d'actions ou le salarié?

Tout le but du jeu social vise à tirer le plus possible la couverture à soi: toucher les plus gros dividendes ou les plus élevés taux de profit possibles de ses actions, percevoir toujours plus en salaires, mais aussi en ce que les économistes appellent "revenus de transfert". A savoir, en vrac: remboursements de Sécurité Sociale, indemnités chômage, pensions-retraite, etc. Ces fameux revenus de transfert sont plus difficilement mesurables par les statisticiens (l'Insee) que les revenus primaires, à savoir les salaires. Que la plupart des analyses de mauvaises foi -et je hais Jean-Marc Sylvestre pour cette raison!- prennent comme unique valeur de référence.

Ce qui est erroné puisque les salaires sont quasi indexés sur la hausse des prix à travers les mécanismes du salaire minimum et des minimas sociaux. Mais pas les revenus de transferts!

En vérité, la loi sur les retraites dont François Fillon et Jean-Pierre Raffarin ont obtenu le vote est une loi inique qui tue progressivement le système de répartition et promeut à moyen terme un système par fonds de pension, au plus grand bénéfice des entreprises détentrices de ces dits-fonds (mais pas des cotisants à ces fonds, on s'en doute...). Elle appauvrit nécessairement les revenus de transfert des générations futures.



PANCHO

Les vieux, majoritaires dans ce pays (et donc en position de domination tant sociale que politique) viennent tout simplement avec cette loi inique de faire le plus beau casse sur les comptes futurs des jeunes. En silence. Il faut dire que le

débat était particulièrement mal posé. A un problème démographique: "Comment sauver un niveau de natalité qui permettrait de maintenir la pérennité du système par répartition?" ne furent apportées que des réponses économiques: modifications des taux contre rallongement du temps de travail sur la durée d' une vie (admirez en passant cette aptitude à donner d' une main: les 35 heures, et à reprendre de l' autre: rallongement de la durée de cotisation).

Mais les vieux ne vont pas s' arrêter en si bon chemin. Si vous admettez le postulat selon lequel tous les vieux sont des hypocondriaques, vous comprendrez pourquoi je considère qu' ils vont continuer en braquant le système de Sécurité Sociale. C' est-à-dire en le privatisant.

Nous sommes en plein coeur d' un cycle de démantèlement des systèmes de protection collective qui n' est pas prêt de s' arrêter même si nous criions tous ensemble "au voleur!" contre le baron Ernest-Antoine. Et qui ne vise plus qu' à l' enrichissement de quelques porteurs d' actions grâce à ce bon vieux moteur social de la peur, par un accaparement éhonté de toute nouvelle valeur ajoutée.

# Quelle connerie, le travail !

*"des p'tits trous, des p'tits trous,  
toujours des p'tits trous  
y'a d'quoi prendre un flingue  
d'quoi s'faire un trou, un dernier p'tit trou  
et on m'mettra dans un grand trou"*

Le poinconneur des Lilas  
Serge Gainsbourg



Le travail n' est pas un bonheur, mais une souffrance.

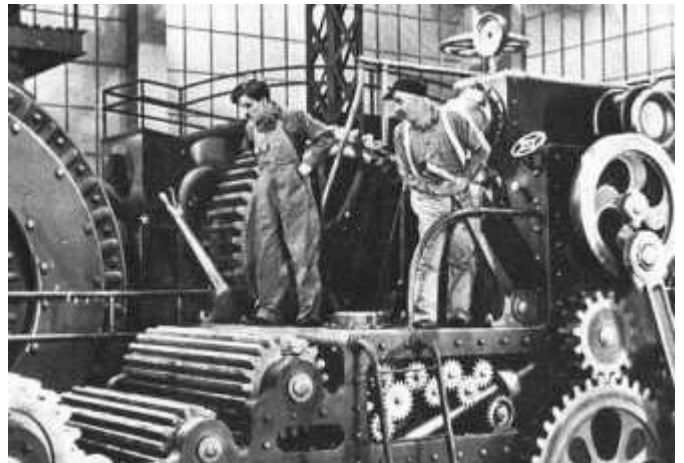
Tout simplement parce que l' homme au travail n' est pas créateur de lui-même. Et qu' il ne l' a JAMAIS été, contrairement à ce que des esprits rétrogrades et chagrins voudraient nous faire croire. Pas plus les artisans d' hier que les ouvriers d' aujourd' hui ne prennent leur pied dans le travail. Le bonheur n' est pas et n' a jamais été - au travail. Même lorsque le travail s' appelait encore labeur. Sauf peut-être pour quelques parpaillots ou masochistes persuadés de faire ainsi leur salut devant l' Eternel.

La réalisation-de-soi, qui devrait être le but de tout honnête homme et humaniste, passe par une activité qui n' est plus le travail, mais qui se mène sur le temps libéré du loisir, de l' otium (origine étymologique du mot: oisiveté). Mon objectif est désormais de me libérer, à pouvoir d' achat constant, le maximum de temps.

Le problème des 35 heures est que cette politique a permis une réduction des horaires qui n' a concernée que quelques salariés privilégiés, les fonctionnaires pour faire simple, tout en excluant toutes sortes de catégories aux horaires ingérables: les agriculteurs, les petits artisans, les infirmières, les médecins, etc

Le travail ne rend pas heureux. Je le sais depuis très longtemps. Encore me suis-je découvert récemment totalement prolétarisé. A peine plus chanceux que d' autres, car plus musclé du bulbe que d' autres, mais à peine moins dans la débîne et la dépendance à l' égard de mon banquier.

Le travail n' est pas une de mes valeurs. Il n' est pas une composante de ma Weltanschauung... Non, certainement pas. Pas plus le travail que l' argent, d' ailleurs. Le travail a été la valeur morale de tous les régimes fascistes. Il n' est plus aujourd' hui qu' une valeur économique, libéralisme n' étant que l' ultime avatar du fascisme. Lorsque j' étais étudiant et que je travaillais pour me payer mes vacances (voyage-voyage) je faisais à chaque fois de grandes expériences sociales: je savais que si j' allais à la fac, c' était pour ne pas aller à l' usine.



"Dans la vie, il y a ceux qui mettent et ceux qui se font mettre" m' a même dit un jour le patron du restaurant où je travaillais pour un été. Au jour de la paie, j' ai bien vu de quel côté je me situais.

## Les ouvriers sont les oubliés

"Les ouvriers sont les oubliés" J' ai entendu cette expression choc sur France-Inter dans l' émission "Là-bas si j' y suis" de Daniel Mermet. Ce dernier cherchait à comprendre pourquoi les ouvriers votent désormais plus souvent pour le Front National que pour le parti communiste. Parole d' ouvriers, paroles d' oubliés.

L' idée d' un "vote contestataire" n' explique pas tout. Car enfin le Parti Communiste était plus qu' un parti de contestation. Il se voulait "contre-société"



Les ouvriers ne sont plus le "fer de lance du prolétariat", mais une catégorie économique laminée par la crise de désindustrialisation. Et pas seulement des industries traditionnelles telles que le charbon, l' acier ou l' automobile mais aussi désormais les "nouvelles technologies" telles que les télécoms, l' électronique, etc.

Cette crise frappe l' Occident depuis trente ans et elle ne finira pas avant que le dernier emploi ouvrier n' ait été délocalisé en Chine (8% de croissance par an, 1.5 milliard d' humains, qui achète tous les ans un tiers du déficit budgétaire américain en bons du trésor). Comment lutter contre cette vague de fond?

Sous le gouvernement de gauche, la réforme des 35 heures a surtout révélé les deux vitesses du "développement social" de la France: d' un côté les fromages (entreprises publiques, para-publiques et fonction publique) où il fait bon vivre, de l' autre le secteur concurrentiel et les libéraux (infirmières, artisans, etc), autant de catégories socio-professionnelles en voie de prolétarianisation avancée. Quant à la politique menée par le gouvernement de Jean Pierre Raffarin, elle nous ramène inexorablement vers le seuil des 3 millions de chômeurs. La casse sociale continue qui alimente nécessairement l' électoral F-Haine. Je me considère comme un prolétaire, qui vend sa force de travail, devenue travail intellectuel, par opposition à la force de travail musculaire. Mes ancêtres gascons étaient brassiers, c' est-à-dire manoeuvres vendant leurs bras. Je suis neuronier, manoeuvre vendant mes neurones.

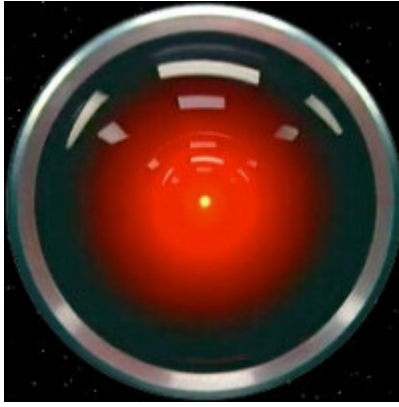


Les inégalités de salaires ne sont pas toute l' inégalité. Certes elles y contribuent fortement. Mais ce sont les inégalités de patrimoine qui sont les plus scandaleuses. Surtout lorsque celles-ci ne se justifient pas par un quelconque esprit d' entreprendre. Mais seulement par la naissance.

Dans l' éternel et conflictuel partage de la valeur ajoutée entre capital et travail ne serait il pas tout simplement juste (et donc normal) que les revenus du travail soit *systématiquement* avantagés? Et que la transmission du patrimoine, donc le capital, soit sur-taxée?

Adieu l' héritage et les héritiers! Bonjour le mérite! Mais ce n' est qu' un rêve. Un bon gros voeu pieu.

Les images sont tirées du film "Ressources humaines"  
Réalisation Laurent Cantet avec Jalil Lespert (1999)



## L' homme et la machine

Jusqu' à la généralisation des micro-ordinateurs sur les bureaux (mais quelques irréductibles technophobes résistent encore en Gaule...) les salariés étaient exploités comme "chair à travail" par des patrons ou par des chefs de service.

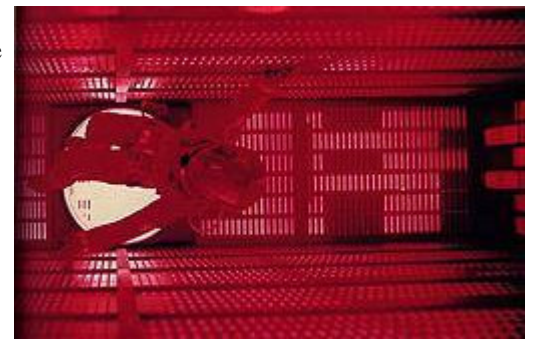
La mécanisation du travail ne date pas d' hier. Mais le vaste mouvement de tertiarisation de l' économie avait permis de faire échapper plus des deux tiers de la main d' oeuvre à l' esclavage de la chaîne mécanisée.

Et désormais, du fait de la généralisation de l' ordinateur, même les salariés du tertiaire sont rattrapés par cette grande mutation: la technique est rentrée dans les bureaux, et même dans les foyers.

Nous voici tous devenus "chair à patron". Et le patron est dans la machine. *La machine est le patron.* La machine-patron surveille vos horaires, vos connexions et peut retracer votre activité de la journée. Big Brother l' avait rêvé, Bill Gates l' a fait.

Votre corps fait désormais un avec la machine. Celle-ci est devenue une prothèse de l' homme. Alors que l' outil de l' ouvrier n' était encore qu' une anodine extension de la main. Conséquence: un asservissement accru. La machine, n' est plus seulement extension de la main, ni même du corps et de ses muscles. La machine est une extension de votre cerveau. L' intelligence artificielle ne vise à rien d' autre.

Dit autrement: votre cerveau est déjà sous le contrôle de celui de la machine, c' est à dire celui du patron.



# Comment reconnaître une situation de harcèlement moral au travail?

Le phénomène de "harcèlement moral" au travail existe depuis bien longtemps. Seuls les termes qui le désignent sont nouveaux : il a été défini comme un ensemble d' agissements répétés "qui ont pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte aux droits du salarié et à sa dignité, d' altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel " (loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002). Il existe sur les lieux de travail, mais aussi dans certains couples. Voici ce qu' il faut savoir pour reconnaître une situation de harcèlement.

- 1) **Le harcèlement moral peut se manifester avec différents objectifs**, principalement :
  - le harcèlement gratuit et pervers, pour simplement détruire une personnalité
  - le harcèlement mis en oeuvre pour "pousser dehors" un salarié, en contournant les procédures de licenciement
  - le harcèlement stratégique, utilisé dans le cadre d' une logique de gestion, pour mettre en concurrence les salariés afin d' améliorer leur productivité.
- 2) **Le harcèlement moral se traduit par** :
  - le refus de toute communication
  - l' absence de consignes ou, pire, des consignes contradictoires
  - la privation de travail ou le surcroît de travail
  - des tâches dépourvues de sens ou des missions manifestement au-dessus des compétences
  - la "mise au placard", des conditions de travail dégradantes
  - des critiques incessantes, des sarcasmes répétés
  - des brimades, des humiliations
  - des propos calomnieux, des insultes, des menaces.
- 3) **Le harcelé ne doit compter sur aucun soutien ou reconnaissance, de la part de sa hiérarchie ou des collègues.** Ceci est un des facteurs aggravants des effets du harcèlement moral au travail sur la psychologie du harcelé. La faiblesse des structures de défenses collectives, notamment syndicales, et les pressions à la productivité concourent à exacerber le problème. Les conséquences pour les salariés qui en sont victimes sont des troubles psychosomatiques, des dépressions pouvant aller jusqu' au suicide.
- 4) Il n' y a pas de profil type du harcelé, mais ce sont le plus souvent des gens à forte personnalité contrairement à une opinion répandue, les victimes ne sont pas forcément des personnes fragiles. Selon Marie-France Hirigoyen, *"les harcelés sont généralement des "grandes gueules" ou pour le moins des fortes personnalités... La victime, c' est en fait bien souvent celui qui résiste, notamment à ses collègues... mais aussi à son supérieur hiérarchique, ou encore à la pression de ses subordonnés."* Personne n' est à l' abri d' un harcèlement dans son entreprise.
- 5) **Qui sont les harceleurs et qui sont les harcelés?** Les situations sont potentiellement multiples. Mais le harcèlement moral au travail se pratique :
  - entre collègues d' un même niveau hiérarchique
  - entre supérieur hiérarchique et subordonné
  - également de subordonné à supérieur hiérarchique.
  - il arrive également qu' un groupe isole un collègue et en fasse son "bouc émissaire".
- 6) **Quels sont les effets psychiques du harcèlement moral au travail sur le harcelé ?** Le harcèlement peut provoquer dans un premier temps des symptômes de stress : nervosité, irritabilité, anxiété, troubles du sommeil, brûlures d' estomac, hypertension artérielle, douleurs musculaires, etc. Au bout de quelques mois, ces symptômes peuvent se transformer en troubles psychiques manifestes. Certains réagissent avec une hyper-combativité qui les fait souvent qualifier de paranoïaques. D' autre sont envahis par un sentiment d' épuisement et de fatigue chronique, une baisse de l' estime de soi, pouvant évoluer vers la dépression. Les états dépressifs peuvent entraîner des troubles de l' attention et de la mémoire, un sentiment de découragement, de pessimisme, de culpabilité, d' isolement, ainsi qu' une perte de confiance en soi, du sens du métier. La conséquence d' un harcèlement moral est toujours une atteinte de la personnalité, une dégradation de la santé, pouvant mener au suicide.
- 7) **Dans quel cadre légal exercer un recours contre le harcèlement au travail?**  
Introduits dans le Code du travail par la loi n°2002-73 de Modernisation sociale du 17 janvier 2002, de nouveaux articles visent "les agissements répétés de harcèlement moral qui ont pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de

travail susceptible de porter atteinte aux droits du salarié et à sa dignité, d' altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel " (articles L.122-49 à L.122-54). Ces dispositions précisent qu' aucun salarié ne doit subir de tels agissements, ni être sanctionné pour en avoir témoigné ou les avoir relatés. Il appartient au chef d' établissement de prendre toutes les mesures nécessaires à la prévention du harcèlement moral. En outre, une procédure de médiation peut être engagée par toute personne s' estimant victime de harcèlement moral (article L.122-54) La loi précise aussi les conditions relatives à la charge de la preuve des agissements constitutifs de harcèlement moral : il appartient au salarié d' établir des faits permettant de présumer qu' il est victime de harcèlement, tandis que le défendeur, au vu de ces éléments, devra apporter la preuve que les agissements en cause ne constituent pas un harcèlement moral (article L.122-52). D' autre part, les organisations syndicales représentatives dans l' entreprise peuvent exercer, en faveur du salarié concerné, toutes les actions en justice consécutives à des faits de harcèlement moral, sous réserve de justifier, pour ce faire, de l' accord du salarié (article L.122-53). Par ailleurs, cette même loi a introduit la répression du harcèlement moral dans le Code pénal (article 222-33-2). Défini dans les mêmes termes que les agissements visés à l' article L.122-49 du Code du travail, le harcèlement est passible d' une peine d' un an d' emprisonnement et d' une amende de 15 000 Euros.

8) **Que faire si vous êtes témoin (ou victime) d' une situation de harcèlement moral au travail** Comme c' est toujours la passivité et l' absence de solidarité de la part des collègues de la victime du harcèlement, la déficience des structures collectives de défense et la profonde transformation du sens de la justice dans le monde du travail qui sont les facteurs aggravants des situations de harcèlement moral, vous devez:

- écouter le mal-être de la personne harcelée
- l' orienter vers un soutien psychologique du type médecine du travail ou comité hygiène et sécurité
- aiguïser son propre sens critique par rapport à des situations très souvent manipulées par des personnalités perverses.

## Monsieur le baron est un con ...



Pour avoir dit: "Merci, Monsieur le Premier Ministre d' avoir sifflé la fin de la récréation." au congrès 2003 du Medef, pour penser que "la France qui freine" c' est celle des fonctionnaires et non celle des maîtres de forge, parce que sa réforme du régime indemnitaire des intermittents du spectacle évincera plus d' un tiers descotisants-bénéficiaires actuels, parce qu' en tant qu' intermittent au conseil d' administration de Wendel Investissement, il a encaissé en 2002 1.37 million d' euros, pour avoir plus que largement contribué au torpillage d' AOM, pour proner une réforme des retraites par rallongement des durées de travail qui détruira à coup sûr la répartition, pour avoir parlé de "la République des cadeaux" à propos du Rmi et des emplois-jeunes...

Le baron Ernest-Antoine Seillère de Laborde est notre con du mois.

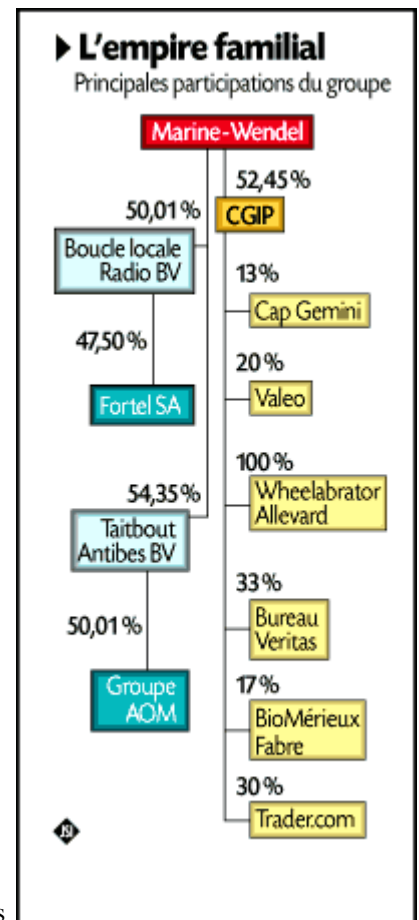
**Famille:** Né le 20 décembre 1937 à Neuilly, il est le petit-neveu et l' héritier de François de Wendel, archéo-capitaliste des premiers âges de l' industrie (maître des forges à Hayange en Lorraine) et président du Comité des Forges. À peine sorti de Sciences po' , le baron devient chef de cabinet de Christian Fouchet (haut-commissaire en Algérie, puis ministre de l' Information) que son papa tutoyait. Puis il entre à ENA (promotion 'Stendhal ', 1965) que fréquente également un gars de l' O.C.I, Lionel Jospin: ils jouent avec lui dans le même orchestre de jazz.

Puis pendant trois ans, il est conseiller aux Affaires étrangères. Il entre ensuite au cabinet de Jacques Chaban-Delmas comme chargé de mission (1969-72). Il y fait la connaissance de Jacques Delors. Le baron se marie en 1971 avec la fille d' un banquier suisse. Il reste à Matignon lorsque Pierre Messmer y arrive, puis rejoint le cabinet de Maurice Schumann aux Affaires étrangères (1972-73) enfin celui de Robert Galley aux Armées (1973-74).

**Argent:** Mais, en 1976, le baron quitte tout ça, les cabinets ministériels, ses amis gaullistes et socialistes, et prend une année de réflexion à Harvard University. Au retour, il s' adonne aux affaires familiales qu' il reprend en main. C' est l' époque la liquidation de la sidérurgie et du développement spectaculaire de la holding familiale, la CGIP, à partir de nouvelles activités et de placements financiers: fallait-il vraiment être clairvoyant pour miser, en 1982, quelque 250 millions de francs dans une petite société grenobloise d' informatique: Cap Gemini Sogeti en ces années de défi américain? Ou ne fallait-il pas être seulement riche?

À l' issue d' une restructuration musclée, le groupe est coté en bourse à plus de 8 milliards de francs, il gère plus de 20 milliards de francs d' actifs et a réalisé 1,3 milliards de francs de bénéfices en 1996. Il contrôle 34 % du bureau d' expertise et certification Veritas, 20 % du groupe informatique Cap Gemini (fusionné avec Ernst&Young) 8 % de l' emballer Crown Cork & Sea, 20 % de l' équipementier Valeo, 33 % de Bio-Mérieux, etc. La CGIP est détenue à 50,1 % par la famille Wendel regroupée au sein de Marine Wendel, elle-même organisée en deux sociétés distinctes : Sogeval (présidée par le comte Louis-Amédée de Moustier) et Lorraine de participations sidérurgiques (présidée par le comte Hubert Leclerc de Hauteclouque).

La valeur de ses participations a été multipliée par 36 depuis son arrivée aux commandes, en 1977. Y compris pendant qu' il dormait. «Nous avons fait 20% de mieux que la Bourse», précise le baron. Mais il y a la tâche Air Lib lorsque le baron s' est transformé en allié financier de Swissair, pour fédérer les compagnies déficitaires AOM, Air Liberté et Air Littoral. La législation empêchant un groupe étranger de contrôler une compagnie aérienne de l' Union européenne, Swissair avait besoin d' un paravent français qui prenne 50,01% des parts. Le baron a accepté le deal, très avantageux: il est majoritaire et croit laisser le rôle ingrat de chirurgien aux Helvètes. Mais il n' est jamais sorti du gouffre. La fusion n' a jamais été là. Il a dû se désaisir de ses parts avant de taper dans le mur. Autre bide: la boucle locale radio, avec une prise de participation dans le canadien Fortel.



En décembre 1997, Seillère est élu président du CNPF (transformé en Medef en octobre 1998), après la démission spectaculaire de Jean Gandois en raison des 35 heures. Mais cinq ans plus tard, sa "refondation sociale", qui se résume à s' entendre avec un syndicat la CFDT- pas avec les syndicats, pour agir en dehors du cadre étatique (les doux rêveurs...), cette refondation n' esque du tatcherisme déguisé. Une belle réussite financière, celle des patrons entre eux, mais un vrai

bide social: trois millions de chômeurs, délocalisations et pas de baisse d' impôts ni de charges. La fondation sociale n' est qu' un rideau de fumée cachant une stratégie beaucoup plus dure: le maintien de la situation actuelle dans les entreprises, où c' est le patronat qui décide; et le rapport de force avec l' Etat, tout à l' avantage du patronat, pour les grandes décisions nationales, comme les retraites, la sécurité sociale, ou l' indemnisation du chômage, confier celle des intermittents.

**Dieu:** Le baron Seillière fut longtemps membre du groupe de Bildenberg, il honore de sa présence les dîners du Siècle et adhère à de nombreux clubs dont celui d' Ambroise Roux. Mais surtout, toute sa famille est historiquement liée à l' Opus Dei.

La comtesse Thérèse de Moustier est secrétaire de l' Association Présence du cardinal Mindszenty, une organisation satellite de l' Opus et animée par les Chevaliers de Notre-Dame. La comtesse Thérèse Leclerc de Hauteclocque, récemment décédée, était la caution de l' association de financement de l' église romaine dédiée à Mgr Balaguer. Le baron Seillière lui-même anime, avec d' autres grands patrons catholiques opusiens ou conservateurs (François Michelin, Jacques Calvet, etc.), un lobby qui pousse une législation favorable au développement de la Bourse et à la financiarisation de l' économie.

Il a ses entrées au Vatican, assistant même, en 1995, en tête à tête avec Jean-Paul II, à la messe du pape dans sa chapelle privée. Lors de son discours d' investiture à la présidence du CNPF, le 16 décembre 1997, le baron Seillière a chaudement remercié les deux personnalités qui ont favorisé son élection : le chiraquien François Pinault et un autre opusien mais bien plus triste sire, Claude Bébéar.

A la boîte, il a créé une salle de méditation où chacun peut venir se recueillir. En fait, une chapelle.

avec le Réseau Voltaire

## Redevance télé: requies in pace.

Les jours de la redevance sont désormais comptés.

Un projet de loi est en cours d' examen à l' Assemblée Nationale qui prévoit de coupler cette ~~taxe~~ para-fiscale (dont les ressources étaient affectées au budget des radios et télévisions publiques) à la taxe d' habitation. Cela posera d' insurmontables difficultés de calcul pour les dégrévés d' impôts locaux, mais le gouvernement s' en fout: il veut supprimer le service des impôts, jugé trop coûteux à 131 millions d' euros par an, qui levait la redevance, dont le rendement a été de 2,085 milliards d' euros en 2002.

La fraude était estimée à 230 millions d' euros par la mission d' évaluation et de contrôle (MEC) de l' Assemblée nationale dans son rapport 2003. Et surtout cet impôt est incontrôlable: il faut s' introduire au domicile des particuliers pour s' assurer de l' existence d' un éventuel poste de télévision. Le rapport préconise cependant, en attendant la fonte en une seule taxe, des *"moyens de contrôle sensiblement renforcés : alourdissement des sanctions en cas d' absence de déclaration ou de fausse déclaration, taxation d' office en cas d' obstacle mis au contrôle"* Et comme les députés n' ont pas peur de la Commission Nationale Informatique et Libertés, ils prescrivent également une *"utilisation intensive du droit de communication, incluant le croisement des données de la redevance à celles des abonnements aux services du câble, du satellite et des chaînes payantes"* par un croisement des fichiers.

Désormais, hormis les éventuels exonérés d' impôts locaux, tout le monde paiera la redevance. Même ceux qui n' ont pas ou plus de poste télé parce qu' ils ont fait le choix de la jeter à la poubelle. Car la poussière redevient poussière, et que la merde retourne à la merde.

La redevance était le seul impôt sur la connerie: sa disparition est une grande victoire de celle-ci sur la libre-pensée.